

"Entreprises responsables" : les deux visages de la Suisse : les explications en termes de clivage, régional ou linguistique, ne permettent pas de mesurer la fracture entre une économie qui veut s'autoréguler et une société qui souhaite le changement

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2020)**

Heft 2308

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1024180>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

«Entreprises responsables»: les deux visages de la Suisse

Les explications en termes de clivage, régional ou linguistique, ne permettent pas de mesurer la fracture entre une économie qui veut s'autoréguler et une société qui souhaite le changement

Jean-Daniel Delley - 30 novembre 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/37881>

Le succès populaire de l'initiative «*Entreprises responsables*» révèle un tournant significatif. En règle générale, les projets qui touchent de près aux intérêts de l'économie n'ont aucune chance de rallier une majorité du corps électoral. Les arguments standards – garantir les emplois, ne pas affaiblir la place économique helvétique – trouvent un large écho.

Ainsi, par exemple, au cours des cinquante dernières années, l'interdiction des exportations d'armes (1972, 1997, 2009) et celle de la publicité pour les produits engendrant une dépendance (1974, 1993) ou encore la lutte contre les abus du secret bancaire se sont heurtées aux murailles de la prospérité économique.

Les adversaires de l'initiative «*Entreprises responsables*» ont repris l'antienne qui jusqu'à présent a permis aux organisations économiques de contrer avec une relative facilité toute tentative de régulation un tant soit peu sérieuse. Mais cette fois, à considérer l'ampleur des moyens déployés, ils ont visiblement pris peur.

Face à l'intensité de la campagne menée par les initiants, à la mobilisation d'innombrables comités locaux, à l'engagement de personnalités de l'économie et à l'affichage de leur position par de très nombreux citoyens, il a fallu sortir la grosse artillerie. En particulier, de pleines pages publicitaires des grands patrons, de Credit Suisse et de Glencore. Du jamais vu. Sans parler du soutien d'une [conseillère fédérale](#) franchissant ouvertement les limites de l'information objective.

Pourquoi une contre-attaque aussi virulente ? Aucune analyse sérieuse n'a pu déceler un quelconque impact négatif de l'initiative sur la bonne marche des entreprises helvétiques ni sur l'emploi; le nombre des PME concernées serait

resté modeste. Non, l'économie n'avait rien à craindre si l'on excepte les quelques multinationales helvétiques dont les méfaits dans le tiers-monde sont documentés depuis des années.

C'est au niveau symbolique qu'il faut situer ce combat. L'économie veut décider elle-même des règles auxquelles elle se dit prête à obéir (autorégulation) ou que les pouvoirs publics lui imposent – voir le contre-projet à l'initiative directement inspiré par le lobby des multinationales.

Les appels à la sauvegarde des emplois et à la préservation du tissu industriel ne servent qu'à séduire l'électorat pour mieux préserver cet espace d'autonomie. Or le résultat de la votation de ce dimanche indique à l'évidence un mouvement.

Certes le visage traditionnel d'une Suisse satisfaite d'elle-même et peu soucieuse de voir sa bonne conscience perturbée par des considérations morales est toujours bien présent. Mais il doit faire face à celui d'une Suisse pour qui les affaires et l'éthique peuvent faire bon ménage.

Cette Suisse des «*moralisateurs*», comme la désignent non sans un certain mépris ses adversaires, représente en réalité une avant-garde. Car l'exigence d'une économie au service des humains et d'un environnement naturel à préserver en tant que bien commun ne cesse de progresser.

C'est dire que tôt ou tard nous devons aligner notre conception de la responsabilité des entreprises sur celle de nos voisins européens et des standards internationaux. La Suisse suivra comme d'habitude, renonçant à un rôle de pionnière.